



La lettre des administrateurs

CGT

-Groupe La Poste-

Pas de progrès social sans service public

Conseil d'Administration du 15 mai – 19 et 26 juin 2014 - N° 180

CA 19.06.2014

BILAN SOCIAL 2013 : LA GRANDE BRADERIE DE L'EMPLOI N'EST PAS UN AVENIR POUR LA POSTE !

Le bilan 2013 pourrait se résumer en 3 items :

- Baisse des effectifs, précarisation de l'emploi
- Effondrement du nombre de promotions
- Dégradation des conditions de travail.

Avec un effectif total de 221 787 agents fonctionnaires et contractuels à durée indéterminée, au 31 décembre 2013, ce sont encore 4 894 emplois qui ont été supprimés en un an à La Poste maison mère.

Ajoutées aux suppressions des années précédentes, ces destructions d'emplois deviennent gigantesques et sont contre-productives socialement bien sûr, mais aussi économiquement.

Les administrateurs salariés CGT ont interpellé avec gravité les représentants du gouvernement qui siègent au Conseil d'Administration.

Comment peut-on accepter que la Direction de La Poste puisse organiser une telle saignée en termes d'emplois alors que cette entreprise a été bénéficiaire en 2013 de 297 millions d'euros au titre du Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi ?

Le bilan social 2013 en chiffres :

Moins 4 894 emplois à La Poste maison mère
Plus 4,41 % de CDD (dont les emplois d'avenir)
Plus 2,26 % d'intérimaires soit 150 millions d'euros (enveloppe en augmentation de 36,36 %)
52 % de contrats en alternance non cédés
12 873 promotions soit 5,8 % contre 11,3 % en 2009
6,14 % d'absentéisme pour maladie toujours en augmentation
Plus 13,5 % d'absentéisme chez les cadres.
3,74 % d'emplois handicapés loin de l'obligation des 6 %
36 % du personnel perçoit un salaire inférieur ou égal à 1600 € quand
3 919 747 millions d'€ sont partagés par les 10 plus hautes rémunérations
20 952 réunions dans le cadre du dialogue social soit + 5 802 pour un dialogue au point mort.
51,5 % de l'effectif sont des femmes (46 % occupent des postes de cadres, et seulement 29 % des postes de dirigeants)

Année après année, les bilans sociaux se répètent et se dégradent.

Alors que La Poste a affiché pour 2013 un bénéfice net en progression de 31%, un résultat net de 627 millions et un chiffre d'affaires annuel de 22,08 milliards d'euros, en progression de 2% sur un an, nous sommes aujourd'hui devant un bilan social qui n'a de social que le nom et qui traduit le profond malaise qui gangrène La Poste.

Ce serait une faute politique lourde que de croire que la pérennité du modèle économique de La Poste passera par la réduction des coûts et donc surtout par la réduction de la masse salariale.

Se dédouaner à partir de 2015 des engagements pris suite au rapport Kaspar sur les recrutements comme l'a déclaré Monsieur le Président lors de son audition par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, c'est affaiblir

l'entreprise publique, c'est la déshumaniser et c'est dégrader toujours un peu plus l'économie française en augmentant le cortège des emplois précaires et des privés d'emploi dans le pays.

On peut s'interroger sur le modèle social de l'entreprise prôné dans tous les communiqués de presse et n'avoir dans le même temps, comme objectif sur le dialogue social qu'une comptabilisation des réunions statutaires. Le dialogue social, c'est aussi l'ouverture de négociations surtout dans cette période où les conflits se multiplient.

Même interrogation sur la généralisation du vote électronique pour le scrutin de décembre. Alors que le taux actuel de participation aux élections professionnelles, 71,7 % au CA et 76,38 au CTN est non négligeable, vouloir passer au vote électronique va entraîner une baisse importante de la participation.

En conclusion, on comprend mieux, au regard de ce bilan, le profond malaise qui s'instaure dans notre entreprise.

Moins d'effectifs, plus de précarité, des conditions de travail qui se dégradent et une pression managériale qui s'accroît : ces ingrédients ne peuvent être ceux d'un bon bilan social, digne d'une entreprise publique socialement responsable.

**« Le partage de la réussite »
selon La Poste :
330 € bruts d'intéressement pour le
personnel
171 Millions d'€ pour les actionnaires
que sont l'Etat et la CDC**

Si l'on y ajoute la politique salariale de l'entreprise aussi bien pour les contractuels que pour les fonctionnaires, cela conforte la CGT à travailler le renforcement des mobilisations afin que les prochains bilans s'inscrivent enfin en rupture avec cette déplorable continuité du déclin social des postiers, néfaste à un bon service public.

C'est la raison pour laquelle, le 26 juin, jour de mobilisation interprofessionnelle, les postiers ont agi, pour le service public, l'emploi, les salaires, l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

La Poste est le deuxième employeur après l'Etat et l'Etat est l'actionnaire majoritaire de La Poste. Tout est donc réuni pour que La Poste puisse assurer la responsabilité sociale qui est la sienne en terme d'emplois. Cela nécessite de changer cette stratégie mortifère pour l'avenir de La Poste qui n'existe que pour s'inscrire dans les plans d'austérité gouvernementaux.

La Poste et les postiers méritent un autre avenir.

Il y a quelques jours à peine, les organisations syndicales CGT, FO, CFTC, CFE CGC et UNSA, écrivaient au PDG du Groupe pour dire que « *la situation des postières et des postiers dans les services est très préoccupante : le retour en force du mal vivre et du mal être au travail ne peut nous laisser indifférent. Il devient urgent de travailler à des réponses concrètes pour améliorer cette réalité* »

Dans le cadre du projet « *Construire ensemble un avenir à chaque postier* », le groupe La Poste a donc l'opportunité d'apporter ces réponses rapides à condition qu'il n'y ait aucun sujet tabou et que des moyens humains et financiers soient dégagés pour l'ensemble des salariés du Groupe étant donné que le plan stratégique concerne l'ensemble du Groupe.

Pour le bilan comparée Femmes/Hommes

Pour :	14
Contre	2 (SUD)
Abstention :	5 (3 CGT -1 FO)

Seul apparaît le vote des administrateurs qui le souhaitent



L'étude de ce bilan social pour l'année 2013 est l'illustration même que les choses ne peuvent rester en l'état.

Le contexte politique actuel dans notre pays nous impose de mettre un terme à la grande braderie des emplois à La Poste !

CA 26.06.2014

Une trajectoire financière jusqu'en 2020 basée sur des hypothèses illusoires !

La trajectoire financière, présentée jusqu'en 2020, est calculée sur « *un retour progressif à une croissance économique et une inflation modérée* ».


Cette perspective non seulement ne fait pas consensus mais pose surtout un véritable problème de crédibilité.

Nombreux sont les économistes, mais aussi de plus en plus de députés, qui dénoncent que les mesures du pacte dit de responsabilité, à savoir 50 milliards d'économie sur 3 ans dont 21 milliards d'ici 2015 auront pour conséquences la baisse de l'activité et l'augmentation du chômage.

Cette trajectoire financière n'est donc pas crédible et ne convainc personne car même l'actionnaire qu'est la Caisse des dépôts et consignations ne valide pas les hypothèses du taux OAT que La Poste estime à 3%, et que les études de la CDC actualisent d'ores et déjà à 2,7%/2,8%.

La dernière note de conjoncture de l'INSEE en date du 24 juin, table également sur « *une croissance toujours atone et qui devrait continuer à patiner dans les mois qui viennent* » en contradiction même avec les objectifs de l'exécutif que s'attribue La Poste pour ses prévisions.

Pour être crédible, il faudrait également montrer un minimum de cohérence :

- comment comprendre que l'on puisse passer en quelques mois d'un objectif de chiffre d'affaires pour le numérique d'un milliard d'euros dans le cadre du plan stratégique à celui de 611 millions d'euros à horizon 2020 de la trajectoire financière ?
 - que penser de à domicile plus d'un an ?
 - comment justifier et dans le même représente le pour des intérêts
 - que dire des que pour les collectivités
- 
- l'objectif de 200 millions d'euros de CA pour les services toujours au stade de projets d'expérimentation depuis vouloir « *étudier l'unification géographique des sièges* » temps livrer un des fleurons de l'Histoire postale que bâtiment de Paris-Louvre avec ses 35 000 mètres carrés financiers immédiats ? nouvelles activités bancaires tant pour les professionnels territoriales, qui, si elles sont d'une importance capitale pour La Banque Postale, vont entraîner de fait des risques importants et un besoin de fonds propres que la Banque Postale n'a pas à ce jour ?

Faire croire, dans ce cadre là, qu'un volet social serait au cœur de ces choix politiques et stratégiques et n'en avoir qu'un contour éphémère dans le cadre de la trajectoire financière en dit long sur les véritables intentions en la matière. Les administrateurs salariés CGT considèrent que les négociations en cours sont une opportunité pour apporter une réponse aux revendications et attentes du personnel.

A titre d'exemple, il y est question d'employabilité alors que les postiers revendiquent des emplois.

Les administrateurs salariés CGT ont réitéré la demande de création de 20 000 emplois stables en lieu et place des enveloppes d'intérim et de CDD.



Evoquer comme cela se fait depuis des années, la baisse des volumes du courrier, les taux d'emprunt, et/ou encore l'évolution de la réglementation bancaire n'impose pas de faire des hypothèses, mais bien de trouver des solutions pour remédier à des faits qui eux sont bien réels.

En aucun cas, augmenter d'une manière significative le prix du timbre poste du montant de l'inflation + 3.5 % sur les 4 prochaines années ne peut être la solution !

Le CA prend acte de la trajectoire financière 2020

Pour :	14
Abstentions :	2 (1 FO)
N'ont pas pris part au vote :	5 (3 CGT -2 SUD)



Une fois de plus, le groupe La Poste décide de « taper » dans le pouvoir d'achat des usagers alors que, dans le même temps, l'Etat, actionnaire majoritaire, continue de baisser les compensations de

missions du service public.

Seul apparaît le vote des administrateurs qui le souhaitent

Demander au groupe La Poste de développer de nouvelles missions de service public, nécessite que l'Etat se considère partie prenante de ce développement en assumant ses responsabilités financières !

Il est grand temps de sortir du carcan imposé par les agences de notation qui ne doit pas être un critère pour l'établissement d'une trajectoire financière.

Plus que d'hypothèses et d'expérimentations, c'est de décisions et d'actes concrets dans le sens d'un meilleur service public et de meilleures conditions de travail du personnel que le groupe la Poste a besoin !

CA 15.05.2014

Résultats financiers 1^{er} trimestre 2014

Alors, que le budget prévisionnel pour 2014 dans le cadre du plan stratégique 2013/2020 se veut très alarmiste, les résultats financiers du premier trimestre affichent une bonne santé économique du groupe La Poste, mais....

	Résultat 2014	Ecart Budget	Ecart 2013
Chiffre d'affaires	5 578	- 16	95
Résultat d'exploitation	437	177	7
Santé économique	116	64	7

*en million d'euros

	Résultat 2014	Ecart Budget	Ecart 2013
Courier - Colis Sofipost	235	31	- 26
Express	81	14	8
Activité bancaire	264	55	16
Enseigne	15	28	17
Autres	- 158	48	5
Total groupe	437	177	7

Un retard notable sur le chiffre d'affaires au courrier et à Sofipost, compensé par l'activité express et bancaire.

Un retard gommé par « les économies très significatives sur les charges, efforts redoublés sur la maîtrise des coûts des branches »

Une santé « économique » stable à ce jour, mais qui devrait rester négative après versement des dividendes de 171 Millions d'euros aux actionnaires que sont l'Etat et la CDC.


« nous sommes par ailleurs obligés de nous endetter pour payer les dividendes à nos actionnaires » dit le PDG lors d'une interview donnée au journal les échos !

Bilan des acquisitions de 2009 - 2013

Un bilan contrasté selon les branches et pas à la hauteur des attentes. Des interrogations quant à la qualité des études réalisées avant acquisitions.

3 axes préconisés : stratégie, risque et financement, une fois de plus où est le social ?

Les administrateurs salariés CGT ont demandé d'intégrer l'axe social, question prédominante au bon fonctionnement d'une entreprise.



**643 millions d'euros
d'investissement pour
22 opérations en 5 ans**

Prochain CA le 31 juillet 2014

Les administrateurs CGT du groupe La Poste
Bernard DUPIN – Sylvie FEOLA – Michel LERSY

BONNES VACANCES